



**CENTRE HOSPITALIER DU CHINONNAIS**  
DES TRAVAUX DES RESSOURCES TECHNIQUES ET MATERIELLES  
BP 248 – Route de Tours  
37502 CHINON CEDEX

Email : [serv.tech@ch-chinon.fr](mailto:serv.tech@ch-chinon.fr)  
☎ : 02 47 93 75 98

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Travaux d'entretien

Plâtrerie, menuiseries intérieures et extérieures

Accord cadre à bons de commande  
Années 2025 à 2029

Procédure n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138

## SOMMAIRE

1	GENERALITES .....	3
1.1	Objet de l'opération .....	3
1.2	Forme du marché .....	3
1.3	Décomposition en lot.....	3
1.4	Ouvrages et sujétions inclus dans les prix .....	3
1.5	Ouvrages et sujétions non inclus dans les prix .....	3
2	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES .....	4
2.1	Réglementations concernant l'exécution des travaux .....	4
2.2	Réglementation sécurité incendie .....	5
2.3	Réglementations concernant la sécurité et la santé des ouvriers .....	6
3	CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE.....	7
3.1	Particularités liées au milieu hospitalier .....	7
3.2	Port du badge et EPI obligatoire.....	7
3.3	Moyens de communication.....	8
3.4	Responsabilité et déontologie .....	8
4	MODALITES PREALABLES A L'EXECUTION .....	9
4.1	Echantillons .....	9
4.2	Vérifications des documents graphiques, des côtes et des tracés .....	9
4.3	Modifications du maître d'œuvre .....	10
4.4	Etude technique de l'opération .....	10
4.5	Connaissance des lieux et intervention.....	11
5	MODALITES RELATIVES A L'EXECUTION.....	11
5.1	Généralités .....	11
5.2	Période de congés annuels .....	11
5.3	Délai d'exécution.....	12
5.4	Coordination des travaux .....	12
6	MODALITES D'EXECUTION .....	12
6.1	Protection des zones de chantier.....	12
6.2	Protection des ouvrages existants .....	13
6.3	Signalétique et balisage .....	14
6.4	Nuisances .....	14
7	EXECUTION DES TRAVAUX .....	14
7.1	Mode de calcul du montant des travaux .....	14
7.2	Constitution du bordereau .....	15
8	MODALITES PREALABLES ET RELATIVES A LA RECEPTION .....	18
8.1	Propreté et nettoyage .....	18
8.2	Documents à fournir .....	19
8.3	Réception .....	19

## **1 GENERALITES**

### **1.1 Objet de l'opération**

La présente opération se rapporte à des travaux d'entretien de plâtrerie et de menuiseries intérieures et extérieures à réaliser au titre des années 2025 à 2029 au profit du Centre Hospitalier du Chinonais.

Le présent cahier des clauses techniques particulières a pour but de définir les modalités d'intervention, d'exécution et de réception des travaux d'entretien.

Pour tous les travaux à réaliser dans le cadre du présent marché, le maître de l'ouvrage est le Centre Hospitalier du Chinonais représenté par son Directeur et la maîtrise d'œuvre est assurée par les Services Techniques du même établissement.

### **1.2 Forme du marché**

Marché à bons de commande

### **1.3 Décomposition en lot**

Lot unique : Platerie et menuiserie intérieures-extérieures

### **1.4 Ouvrages et sujétions inclus dans les prix**

Les prix indiqués pour chaque article ou ensemble tiendront compte :

- La fourniture et la pose des matériaux dans chaque article
- La fourniture et la pose de tous les accessoires nécessaires
- Toutes les façons et les sujétions inhérentes à l'exécution d'ouvrages courants réalisés dans des conditions normales, y compris approvisionnement du chantier.
- La réfection ou le remplacement du ou des appareils, la dépose sans réemploi des anciens ouvrages, la descente, les manutentions, l'enlèvement des gravois et le transport à la décharge, le bâchage ainsi que la reprise en compte des vieux matériaux.

### **1.5 Ouvrages et sujétions non inclus dans les prix**

- La fourniture et la pose de matériaux non assimilables à ceux détaillés dans le bordereau de prix.

- Les ouvrages dont la réalisation implique des sujétions spéciales de main-d'œuvre entraînées par certaines conditions particulières d'exécution.

## **2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES**

### **2.1 Réglementations concernant l'exécution des travaux**

Les travaux devront être réalisés suivant les Règles de l'Art et l'Entrepreneur devra se conformer pour l'exécution des ouvrages aux conditions stipulées dans les lois, décrets, arrêtés, circulaires se rapportant aux travaux effectués.

Le matériel qui sera installé sera de toute première qualité et la réalisation des travaux répondra aux règles de l'art et sera en conformité avec les normes et les règlements en vigueur

L'Entrepreneur aura à sa charge l'obtention de l'ensemble des renseignements et coefficients nécessaires à la réalisation de ses notes de calculs.

L'entrepreneur devra satisfaire entre autres aux normes et réglementation dont la liste suit :

#### **Liste des règlements, normes, D.T.U :**

- Règlement sanitaire départemental
- Code de la santé publique
- Règlements de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public : dispositions générales Arrêté du 25/06/80 ERP et dispositions particulières type U
- Prescriptions des fabricants
- Avis techniques du CSTB
- Instructions techniques.
- Les textes réglementaires sur la législation du travail et la protection des travailleurs
- Recommandations et règles techniques des divers organismes agréés ou professionnels (CTSB, AFNOR, UTE)
- Code du travail
- Arrêté du 20/08/85 (acoustique)
- Circulaire du 07/06/89 (Acoustique)
- Arrêté du 05/05/88 (Acoustique)
- Code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 31/01/86 sécurité incendie des bâtiments d'habitation
- Décret n 841093 du 07/10/84
- Circulaire du 09/05/85
- Décret du 30/03/78 contrôle conformité installations
- Arrêté du 20/06/75 Conduit de fumée, modifié par arrêté du 07/12/83 et du 10/12/91
- Décret n° 92 332 du 31 Mars 1992
- Arrêt du 5 Août 1992

- recommandation interprofessionnelle pour l'isolation thermique des installations non
- industrielles de génie climatique.
- le DTU 61.1 et ses additifs concernant les installations de gaz
- le DTU 65.9 relatif aux installations de transport de chaleur ou de froid

Cette liste n'est pas exhaustive. L'entrepreneur, de par ses qualifications, est censé avoir connaissance de l'ensemble de ces documents généraux et particuliers, bien qu'ils ne soient pas annexés au présent dossier pour des raisons matérielles.

Les propositions se rapportant remises par l'entrepreneur devront être en conformité avec les normes et règlements en vigueur, étant entendu que l'entrepreneur se sera informé de l'ensemble des travaux, de leur importance, de leur nature.

Il aura également suppléé par ses connaissances techniques et professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur le présent C.C.T.P.

D'une façon générale, l'entrepreneur ne pourra invoquer une omission non signalée, ni mauvaise interprétation des documents pour refuser de fournir une prestation mettant en cause la bonne exécution de ses travaux.

Toute anomalie constatée devra être aussitôt signalée.

## **2.2 Réglementation sécurité incendie**

### **Réaction au feu des matériaux et produits**

En ce qui concerne les exigences de réaction au feu des matériaux et produits, il ne pourra être mis en œuvre que ceux répondant au classement requis par l'arrêté modifié du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Pour tous les matériaux et produits ou équipements concernés par la réglementation « sécurité incendie », les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le procès-verbal d'essai au feu ou de résistance au feu du matériau, équipement ou produit concerné. Ils fourniront tous les procès-verbaux requis.

Les étiquetages d'identification des produits et matériaux devront toujours comporter l'indication de leur réaction au feu, attestée par un procès-verbal d'essai.

Pour les travaux touchant à des équipements liés à la sécurité incendie (Systèmes de Sécurité Incendie, Dispositifs Actionnés de Sécurité, etc ...), les entrepreneurs réaliseront leurs études d'exécution en complétant les documents écrits ou graphiques des dossiers d'Identité des SSI, établiront leurs auto-contrôles, mettront à jour les dossiers d'identité des SSI, participeront aux

CCTP MAC Plâtrerie, Menuiserie

Procédure n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138

visites d'essais avec le coordinateur SSI (et du bureau de contrôle) puis aux visites avec la Commission de Sécurité. Pour les SSI, les entrepreneurs devront également les prestations d'étude par le constructeur, de programmation, de mise à jour des UAE.

### **Comportement au feu des ouvrages**

Pour ce qui concerne le comportement au feu des ouvrages en place, ceux-ci devront toujours répondre aux degrés coupe-feu et/ou degrés pare-flamme, et autres exigences, le cas échéant, exigées par la réglementation en fonction du type de locaux, de l'implantation, de la situation, etc., de l'ouvrage considéré.

En tout état de cause, il incombera à l'entrepreneur et/ou à son fournisseur, d'apporter la preuve que la réaction au feu des matériaux et produits et le comportement au feu des ouvrages de son marché répondent à la réglementation incendie en vigueur.

### **Permis feu**

Tout travail de soudure, meulage, tronçonnage, à flamme libre ou provoquant des projections d'étincelles ainsi que l'utilisation de pistolet à air chaud ne pourra être réalisé que si le personnel de l'entreprise est détenteur d'un permis feu valable pour la date, le lieu et la nature de l'intervention. Les dispositifs de protection contre l'incendie à la charge de l'entrepreneur devront avoir été mis en œuvre conformément au permis feu. Il sera également établi des permis de feu pour tout travaux dégageant de la poussière qui seront réalisés dans des services équipés de détection incendie.

En aucun cas, le temps passé à collecter les permis feu ne pourra être facturé. Les entrepreneurs sont tenus d'utiliser leurs matériels (extincteurs...) au cours de leurs interventions.

## **2.3 Réglementations concernant la sécurité et la santé des ouvriers**

### **Sécurité et protection de la santé sur les chantiers**

Les chantiers sont soumis, en matière de sécurité et de protection de la santé, aux dispositions législatives en vigueur à ce sujet.

Pour chaque lot, les entrepreneurs fourniront, dans un délai de 2 mois après la date de notification du marché, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Pour certains chantiers, il sera demandé à l'entrepreneur de remettre un plan particulier de sécurité et de protection de la santé spécifique.

Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes de la Direction de la Direction des Travaux, des Ressources Techniques et Matérielles concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers.

Toute entreprise intervenant sur un site du Centre Hospitalier du Chinonais doit à minima prendre connaissance et appliquer, ou faire appliquer, les mesures de prévention décrites dans le modèle de plan de prévention en annexe.

Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

### **Protection des travailleurs contre les risques liés à l'amiante**

L'entrepreneur est tenu au début du marché, de demander un accès au DTA (Diagnostic Technique Amiante) auprès de la Direction des Travaux, des Ressources Techniques et Matérielles, Travaux et Patrimoine.

Pour tous les travaux pouvant exposer les ouvriers à des risques d'inhalation de poussières d'amiante l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur.

### **Conformité à la réglementation « accessibilité »**

Tous les travaux réalisés seront conformes à la réglementation en vigueur et respecteront les préconisations du Centre Hospitalier du Chinonais.

### **Qualifications autres**

Toute personne qui intervient dans un local électrique doit être titulaire d'un titre d'habilitation électrique. Le titulaire du lot fournira au début de chaque année les titres d'habilitation électriques de chaque agent intervenant au Centre Hospitalier du Chinonais.

Les techniciens concernés par les manipulations des fluides frigorigènes devront justifier des attestations d'aptitude correspondantes

## **3 CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE**

### **3.1 Particularités liées au milieu hospitalier**

Les travaux sont à réaliser sur des constructions situées dans l'enceinte d'un établissement existant. Les différents services de cet établissement devront pouvoir fonctionner normalement pendant la durée des travaux. Les entrepreneurs devront donc prendre toutes dispositions pour permettre ce fonctionnement.

### **3.2 Port du badge et EPI obligatoire**

Tous les ouvriers des entreprises travaillant dans l'enceinte des établissements devront porter un badge fourni par leur employeur, comportant la raison sociale

de l'entrepreneur ainsi que le nom et prénom de l'agent. Les agents devront être habillés de vêtements de travail propres et en bon état. Ces vêtements de travail devront obligatoirement porter le nom ou logo de l'entreprise. Les ouvriers seront équipés des Equipements de Protection Individuels adaptés aux interventions. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter le chantier en cas de non-respect du port des EPI.

### **3.3 Moyens de communication**

L'entrepreneur ou son représentant sont tenus d'être joignable et de communiquer au maître d'ouvrage un numéro de téléphone portable et un e-mail personnel.

À noter que le Centre Hospitalier du Chinonais pourra, si le titulaire le désire, mettre à sa disposition, pendant toute la durée d'exécution du marché, un dispositif de liaison radio téléphonique (via DECT) permettant de joindre immédiatement les techniciens en cas de panne ou d'urgence. Le remplacement des appareils en cas de perte ou de dommage sera refacturé, par le Centre Hospitalier du Chinonais au tarif de 200 € HT.

### **3.4 Responsabilité et déontologie**

L'entrepreneur doit exercer une surveillance continue sur le chantier et tenir compte des remarques des représentants du maître d'ouvrage afin d'éviter tout accident :

- aux ouvriers de tous les corps d'état ;
- à toute personne travaillant à titre quelconque sur le chantier ;
- aux tiers.

L'entrepreneur est seul responsable de tous les accidents que l'exécution de ses travaux ou le fait de son personnel peuvent causer à toute personne, et s'engage à garantir le maître d'ouvrage contre tous recours qui pourraient être exercés du fait de l'inobservation par lui de ses obligations.

L'entrepreneur s'assure que ses employés ont toutes valeurs morales pour intervenir au sein des établissements et respectent le règlement intérieur. Les agents se devront de respecter le secret professionnel et le droit de réserve. Le règlement intérieur est joint en annexe à la présente consultation.

De même, le maître d'ouvrage se réserve, à tout moment, le droit de demander au titulaire pour des motifs professionnels, le remplacement du personnel chargé de l'exploitation sous un délai d'un mois. En cas de faute grave, ce remplacement sera immédiat.

Nous attirons particulièrement l'attention des candidats sur le fait que les interventions se situent dans un contexte hospitalier et qu'en conséquence, la moralité et la présentation des personnes doivent être irréprochables et leur discrétion est exigée.



## **4 MODALITES PREALABLES A L'EXECUTION**

### **4.1 Echantillons**

Tous les matériaux proposés devront faire l'approbation du maître d'œuvre au niveau des marques, références et normes.

De plus, en fonction des travaux à réaliser, il pourra être demandé à l'entreprise de fournir des échantillons pour un bon de commande déterminé.

### **4.2 Vérifications des documents graphiques, des côtes et des tracés**

L'entrepreneur est tenu, avant toute exécution, de vérifier tous les documents graphiques qui lui sont remis, ainsi que les cotes et dimensions des pièces concernées. Il devra faire sur place les tracés et repères nécessaires pour ses divers travaux. Il restera ainsi responsable des erreurs qui pourraient être commises. Certains de ces documents sont en couleur afin de pouvoir différencier les prestations.

L'entrepreneur signalera en temps utile aux Services Techniques du CHC les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la mission et l'usage auquel ces ouvrages sont destinés.

Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans.

L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs ainsi que des modifications qu'entraînerait pour lui un oubli ou l'inobservation de cette clause. L'entreprise devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans. Pour l'exécution des travaux, aucune côte ne devra être prise à l'échelle sur le dessin. L'entreprise devra donc s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre ces côtes indicatives. En cas de doute, il en référera immédiatement au Maître d'œuvre.

Les plans de détails établis à plus grande échelle prévaudront sur les autres en cas d'incohérence mais sans enlever le caractère complémentaire de l'ensemble des documents.

Toute implantation de cloison, murs, ouverture, etc... feront l'objet d'un traçage au sol réalisé par l'entreprise détentrice du lot concerné. Celui-ci sera approuvé par le maître d'œuvre avant le début des travaux. En cas de non-respect de cette consigne et en cas de litige, l'entreprise subira à ses frais la démolition et reconstruction des travaux concernés.

L'entreprise ne pourra pas elle-même modifier quoi que ce soit au projet de base mais devra signaler tout changement qu'elle souhaiterait y apporter. Dans ce cadre, elle apportera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui semblerait douteux ou incomplet

### **4.3 Modifications du maître d'œuvre**

Avant toute exécution, l'entrepreneur pourra être amené à soumettre les documents concernant le façonnage, épures d'exécution et notices explicatives à l'approbation du maître d'œuvre et ce avant la fin de la période de préparation.

Tout changement imposé par le maître de l'ouvrage, à quel que moment que ce soit, ne pourra modifier le prix de l'entreprise, si celle-ci ne présente pas en temps utile des objections écrites et motivées.

Si l'entreprise omet de soumettre au maître d'œuvre les documents susvisés au présent article, il sera entièrement responsable des conséquences de ces omissions dès lors que leur transmission était obligatoire.

L'entrepreneur est responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive nécessitée par leur mise au point.

Si l'entreprise modifie sur sa proposition la conception des ouvrages prévus initialement, avec l'accord du maître d'œuvre, elle aura à sa charge exclusive la production de l'ensemble des études concernées par ces modifications. Les documents seront soumis à l'approbation du maître d'œuvre mis au point jusqu'à leur acceptation sans réserve.

### **4.4 Etude technique de l'opération**

Les travaux seront toujours réalisés sans interruption de fonctionnement du service et de ceux adjacents. L'entreprise devra tenir compte des contraintes imposées par l'obligation de fonctionnement 24h/24h du service public hospitalier.

A aucun moment, l'entreprise ne pourra se prévaloir des difficultés rencontrées sur le chantier et non définies dans le présent dossier pour demander le paiement de travaux supplémentaires. Il lui appartient d'appréhender complètement et totalement les difficultés liées aux travaux.

De plus, l'entreprise est tenue sous sa responsabilité d'élaborer les plans d'exécution des ouvrages et les dessins de détails nécessaires à la réalisation de ces ouvrages, dès lors qu'ils sont exigés par les services techniques du centre Hospitalier du Chinonais – maître d'œuvre.

Tous ces documents devront impérativement être transmis au maître d'œuvre pour approbation avant toute exécution de travaux. Néanmoins, cette approbation ne dégagera pas l'entreprise de sa responsabilité dans la réalisation des ouvrages. L'entreprise demeure responsable des dégradations causées tant sur les propriétés voisines que sur la voie publique. En outre, l'entreprise sera responsable de tous les accidents matériels et/ou corporels du fait de ses travaux.

#### **4.5 Connaissance des lieux et intervention**

Il est rappelé qu'à l'émission de chaque bon de commande, l'entreprise titulaire sera dans l'obligation de se rendre sur le lieu des travaux afin d'estimer et d'évaluer l'ampleur des travaux à réaliser.

L'entreprise devra, de par ses qualifications et ses connaissances professionnelles, suppléer à toutes les épreuves ou omissions des plans ou du C.C.T.P. dont les indications n'ont pas un caractère exhaustif.

II devra être considéré comme prévu au marché tous les travaux que les usages de la profession indiquent comme nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage. Les travaux devront être réalisés dans les règles de l'art et conformément aux normes en vigueur.

La totalité des interventions s'effectuera en grande majorité dans des locaux occupés et en activité.

L'entreprise retenue devra prévoir son avancement de chantier afin qu'aucune perturbation n'apparaisse suite à son intervention et cela en accord avec le maître d'œuvre. De ce fait, aucun retard ne sera admis au planning.

Aucun matériel consommant une énergie autre que l'électricité ne pourra être utilisé sauf dérogation expresse en accord avec le maître d'œuvre et le service de sécurité du CHC.

### **5 MODALITES RELATIVES A L'EXECUTION**

#### **5.1 Généralités**

Les bons de commandes seront établis par les Services Techniques du Centre Hospitalier du Chinonais au vu des bordereaux de prix et signés par la personne habilitée.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de tous les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

Les travaux s'effectueront avec maintien de l'exploitation des bâtiments concernés et de l'ensemble de l'établissement. En conséquence, l'entreprise aura à prendre les dispositions appropriées notamment pour réduire au maximum la gêne causée aux occupants.

#### **5.2 Période de congés annuels**

Pendant la période des congés annuels, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions utiles pour faire assurer à tout moment l'exécution et la poursuite des travaux.

### **5.3 Délai d'exécution**

L'émission des bons de commandes ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Le délai d'exécution sera indiqué par un représentant de la Direction des Travaux, des Ressources Techniques et Matérielles du Centre Hospitalier du Chinonais pour chaque chantier.

Ce délai tiendra compte des délais d'approvisionnement nécessaires au titulaire pour obtenir les matériaux indispensables à la réalisation des travaux, la période de préparation de chantier, les congés annuels des entreprises et les intempéries.

Dans l'hypothèse où le délai d'exécution des travaux ne peut être connu au moment de la passation de la commande, un écrit complémentaire pourra le préciser et être communiqué au titulaire du marché.

Sauf stipulation contraire indiquée sur le bon de commande, le délai d'exécution part de la date de notification du bon de commande. Cette notification sera effectuée par courriel, télécopie ou envoyée par courrier.

### **5.4 Coordination des travaux**

Le titulaire devra coordonner ses travaux avec la Direction des Travaux, des Ressources Techniques et Matérielles du CHC, donner les délais et les dates d'intervention afin qu'aucun retard et/ou gêne ne soit constatés sur les chantiers.

## **6 MODALITES D'EXECUTION**

### **6.1 Protection des zones de chantier**

Afin de limiter les perturbations au fonctionnement des services et pour assurer la sécurité des personnes, il est nécessaire d'installer des cloisonnements provisoires de chantier. Les entrepreneurs devront assurer les protections et calfeutrements provisoires pour les opérations susceptibles de provoquer des nuisances vis-à-vis des services (poussières, odeurs, etc...) et mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de lutter contre les infections nosocomiales (infections contractées par un patient pendant son séjour dans l'établissement). Ils devront également baliser et limiter l'emprise de leurs activités notamment lorsque celles-ci se situent dans les circulations. Les dégagements devront permettre la libre évacuation des personnes.

Ces cloisonnements devront isoler les zones de chantier au fur et à mesure de l'exécution des différentes phases de travaux et leurs tracés seront mis au point

par l'entrepreneur en accord avec le représentant du maître d'ouvrage au début des travaux, et en cours de travaux.

L'entrepreneur aura à sa charge :

- l'installation des cloisonnements compris toutes fournitures ;
- leur entretien pendant la durée du chantier ;
- leur dépose et leur enlèvement en fin de chantier ;
- la remise en état éventuelle des sols et murs, à imputer au cloisonnement provisoire.

Les abords du chantier ainsi que les aires utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement des terres ou gravois devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux. Les entrepreneurs dont les travaux nécessitent la mise en place d'échafaudages, de monte-matériaux, d'échelles, etc., devront prendre toutes dispositions pour ne pas causer de dégradations aux espaces plantés. Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les entreprises.

## **6.2 Protection des ouvrages existants**

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité des chantiers. Les protections pourront être, selon le cas, des planchers et bâches de protection, des garde- gravois, des recouvrements par films plastique, des écrans anti poussière, des films verticaux collés, et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Devront particulièrement être protégés dans la mesure où ils ne sont pas à remplacer dans le cadre des travaux prévus :

- les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en tapis textile, moquette, parquets, ainsi que ceux en marbre ou pierre, le cas échéant ;
- les escaliers et plus particulièrement ceux en bois, et ceux avec revêtements textiles et moquette ;
- les ouvrages en bois apparent, le cas échéant ;
- les appareils sanitaires et robinetteries ;
- les appareillages électriques.

Pour les ouvrages soignés prévus pour rester apparents, ces protections sont absolument indispensables pour toutes les parties exposées aux chocs en cours de travaux. En ce qui concerne les menuiseries en alliage léger ou en autres métaux à parement fini, elles devront obligatoirement être protégées par un film plastique collé.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par les entrepreneurs respectifs.

### **6.3 Signalétique et balisage**

La signalisation, le balisage des chantiers et les déviations dans les zones intéressantes la circulation sur les voies seront réalisés par les entrepreneurs sous le contrôle du représentant du maître d'ouvrage (ou de la ville concernée).

A la demande écrite de l'entrepreneur, les circulations aux abords des travaux pourront être, dans la mesure du possible, restreintes par souci de sécurité.

### **6.4 Nuisances**

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier, et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- les bruits de chantier ;
- les poussières générées ;
- la gêne causée à la circulation des tiers aux abords du chantier ;
- les salissures des voies publiques.

#### Lutte contre le bruit :

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation et de la réglementation en vigueur à ce sujet.

Les entrepreneurs devront utiliser les matériels ou techniques permettant la réduction des nuisances sonores consécutives à leurs travaux et se plier aux contraintes de services en activités. Les engins à percussions seront à éviter dans la mesure du possible.

Le maître d'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires.

Les coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier restent à la charge de chaque entreprise, ils sont implicitement compris dans les prix unitaires du marché.

En fonction des contraintes du chantier, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer aux entreprises des consignes d'exécution plus strictes que la réglementation (niveau sonore, confinement...).

## **7 EXECUTION DES TRAVAUX**

### **7.1 Mode de calcul du montant des travaux**

L'entrepreneur doit tenir compte des indications du chapitre « Généralités » pour le calcul des prix des bordereaux.

Le montant des travaux du présent marché sera obtenu en appliquant aux quantités d'un chantier convenu avec le représentant de la Direction des Travaux, des Ressources Techniques et Matérielles du CHC, les prix unitaires des bordereaux pour les prestations dudit chantier.

Le montant des travaux du présent marché qui n'entreraient pas dans le cadre du bordereau, sera obtenu soit par assimilation d'un code existant, soit traité sur devis après accord de la Direction des Travaux, des Ressources Techniques et Matérielles.

## **7.2 Constitution du bordereau**

Les prix sont réputés être obtenus une durée légale du travail de jour comprise entre 6 heures et 20 heures sur la base de 5 jours par semaine et comprennent :

- Le transport pour livraison sur chantier des matériaux et fournitures, le déchargement et toutes manutentions pour approvisionnement.
- La location, l'amortissement et les manutentions, compris montage ou descente du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exécution des ouvrages.
- L'enlèvement, compris montage ou descente et manutention des déchets ou résidus de matériaux mis en œuvre.
- les protections éventuelles (sauf demande spécifiée par le maître d'ouvrage ou maître d'œuvre), le grattage des résidus de colle et plâtre ainsi que le nettoyage des locaux lors du repliement de l'entrepreneur (compris abords et accès éventuellement).
- les travaux annexes de repérage, traçages divers, calepinage.
- les sujétions de coupe de toutes natures
- les échafaudages et dispositifs pour travaux en hauteur, conformément à la réglementation

## **Platerie**

Les prix sont réputés être obtenus pour une hauteur de 3.50 m par rapport au niveau du sol d'intervention et ce pendant la durée légale du travail de jour comprise entre 6 heures et 20 heures sur la base de 5 jours par semaine et comprennent :

- Le transport pour livraison sur chantier des matériaux et fournitures, le déchargement et toutes manutentions pour approvisionnement.
- La location, l'amortissement et les manutentions, compris montage ou descente du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exécution des ouvrages.
- L'enlèvement, compris montage ou descente et manutention des déchets ou résidus de matériaux mis en œuvre.
- les protections éventuelles (sauf demande spécifiée par le maître d'ouvrage ou maître d'œuvre), le grattage des résidus de colle et plâtre

ainsi que le nettoyage des locaux lors du repliement de l'entrepreneur (compris abords et accès éventuellement).

- la vérification des prestations de certains autres lots (aplomb des menuiseries, tracés des cloisons, etc...).
- les travaux annexes de repérage, traçages divers, calepinage.
- l'exécution des joints pour certaines prestations.
- les sujétions de coupe de toutes natures
- la fourniture et la mise en œuvre des matériaux compris colle, bandes etc.
- la fourniture et la mise en œuvre des dalles, ossatures, profilés de rive, suspentes etc. dans le cas des faux-plafonds
- les sujétions de dépose, de découpe et de repose des bouches de ventilation dans le cas où le faux-plafond serait en repose à même hauteur (à la charge du lot ventilation dans le cas de bouches neuves en plafond neuf ou repose à une hauteur différente)
- les échafaudages et dispositifs pour travaux en hauteur, conformément à la réglementation

### **Faux plafonds**

Les prix sont réputés être obtenus pour une hauteur de suspension de 1.00 ml et comprenant :

- le calepinage (repérage et traçage)
- la fourniture et pose de l'ossature suivant le type considéré y compris toutes sujétions (emploi de colle strictement interdit),
- la fourniture et pose du faux plafond,
- les sujétions de découpe de toutes natures.
- les opérations de lessivage des plaques si nécessaire et le nettoyage du chantier après chaque opération.

### **A3 - Métré de travaux**

#### **Menuiseries bois et alu**

Les prestations à prendre en considération sont celles effectivement réalisées, suivant désignation de l'ordre de service définissant et constituant la commande, des plans et descriptifs fournis par le Maître d'Œuvre.

La surface à prendre en compte est la surface réelle des parties à réaliser, sans déduction des pénétrations ou vide de côté.

CCTP MAC Plâtrerie, Menuiserie

Procédure n°2025-CHC-CHLOCHES-STRAV-138



Les prestations décrites dans le présent bordereau comprennent, s'ils ne sont pas expressément indiqués tous les modes de fixations courantes (vis, pointes, chevilles, etc...)

### **Plâtrerie - Isolation - Faux plafond**

Les prestations à prendre en considération sont celles effectivement réalisées, suivant désignation du bon de commande définissant et constituant la commande.

La surface à prendre en compte est la surface réelle des parties réalisées.

Si la hauteur des ouvrages est supérieure à 3.50 ml par rapport au niveau du sol d'intervention, on appliquera sur le montant hors taxe des travaux, et par tranche définie ci-dessous, une plus-value de :

+15% de 3.50 ml à 5.00 ml  
+20% de 5.00 ml à 7.00 ml  
+30% de 7.00 ml à 10.00 ml  
+40% au-delà de 10.00 ml

Cette plus-value valorisera les conditions défavorables d'intervention, les équipements et protections supplémentaires, la majoration des longueurs des suspentes etc.

Si la hauteur de travail dans certains locaux est inférieure à 1.00 ml, on appliquera sur le montant hors taxe des travaux une plus-value de 30% (trente pour cent).

Les travaux pour création de parties courbes, horizontales ou verticales, seront majorés de 100% (cent pour cent) ou si les prestations sont très spécifiques pourront faire l'objet d'un devis estimatif.

Si des prestations particulières sont effectuées en dehors des heures légales du travail, ces dernières seront comptées au taux horaire de jour majoré de :  
100% pour les heures de travail comprises entre 20 heures et 6 heures ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Sera considéré comme plafond, toute partie plane ou courbe, d'inclinaison inférieure ou égale à 45° par rapport à l'horizontale

Les rampants de toitures de pente supérieure à 45° par rapport à l'horizontale seront considérés comme parties verticales.

### **Faux plafond spécifiquement**

Si la hauteur de pose des suspensions est supérieure à 1.00ml, on appliquera par tranche de 1.00ml et en tout cas au-delà du premier une plus-value de 10%.

#### **A4 - Métré de démolition**

##### **Plâtrerie – isolation**

Les prestations à prendre en compte seront celles effectivement réalisées (à déduire les ouvertures supérieures à 1m<sup>2</sup>).

##### **a) Dépose avec soins**

Seules les surfaces correspondantes aux plaques de toutes natures effectivement récupérées et rangées dans un endroit désigné par le maître d'œuvre, seront payées au prix de la dépose avec soins. Les surfaces correspondantes aux plaques non récupérables seront payées au prix de la dépose avec évacuation.

##### **b) Dépose sans soins**

Les surfaces considérées seront prises intégralement au prix de la dépose en Démolition avec évacuation à la décharge publique.

#### **A5 - Métré de fourniture**

L'entrepreneur devra tenir compte dans ses prix des sujétions pour pertes et Déchets

#### **A6 – Fourniture**

Le Maître d'œuvre se réserve le choix des marques des matériaux à mettre en œuvre

### **8 MODALITES PREALABLES ET RELATIVES A LA RECEPTION**

#### **8.1 Propreté et nettoyage**

Chaque entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux, au balayage des sols et aspiration des poussières avec un aspirateur avec filtre à particules, en fonction de la sensibilité de la zone d'intervention.

Chaque entrepreneur aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et l'évacuation dans des conteneurs fermés.

Le nettoyage de la zone de chantier devra être réalisé plusieurs fois par semaine, voire tous les jours en fonction de la zone concernée.

L'ensemble des emplacements remis en état et le chantier totalement nettoyé devront être remis au maître d'ouvrage, au plus tard le jour de la réception des travaux.

## **8.2 Documents à fournir**

Lors de la réception, l'entreprise devra remettre au maître d'œuvre et à sa demande, les documents suivants :

- Les plans de récolement (si nécessaire) en 3 exemplaires papiers et un exemplaire sur support informatique reproductible en DWG à la demande de la Direction des Travaux, des Ressources Techniques et Matérielles
- Une notice technique des matériaux (notice d'entretien...)
- Les P.V., normes et essais, notices CSTB

En l'absence d'une des pièces, la réception des travaux ne pourra être prononcée par le maître d'œuvre qu'avec réserves.

## **8.3 Réception**

La réception partielle sera prononcée à l'expiration du délai d'exécution des travaux.

Lorsque la réception est assortie de réserves, l'entrepreneur doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans un délai de deux semaines à compter de la notification par les Services Techniques du CHC de la réception prononcée avec réserves.